2045 (XX). Rapports de la Commission du droit international sur les travaux de ses seizième et dix-septième sessions

L'Assemblée générale,

Ayant examiné les rapports de la Commission du droit international sur les travaux de ses seizième et dix-septième sessions²,

Rappelant sa résolution 1902 (XVIII) du 18 novembre 1963, par laquelle elle recommandait à la Commission du droit international de poursuivre ses travaux de codification et de développement progressif du droit des traités ainsi que ses travaux sur la responsabilité des Etats, sur la succession d'Etats et de gouvernements, sur les missions spéciales et sur les relations entre les Etats et les organisations intergouvernementales,

Soulignant la nécessité de poursuivre la codification et le développement progressif du droit international pour faire de celui-ci un moyen plus efficace de mettre en œuvre les buts et les principes énoncés aux Articles 1^{er} et 2 de la Charte des Nations Unies,

Notant que les travaux de codification concernant le droit des traités et des missions spéciales ont atteint un stade avancé,

Notant avec approbation que la Commission du droit international a proposé de se réunir durant quatre semaines en janvier 1966 et a demandé à se réserver la possibilité de prolonger de deux semaines sa session d'été de 1966 pour mettre au point ses projets d'articles sur le droit des traités et sur les missions spéciales avant l'expiration du mandat des membres actuels de la Commission,

Notant avec satisfaction que l'Office européen des Nations Unies a organisé en mai 1965, pendant la dix-septième session de la Commission du droit international, un cycle d'études de droit international pour les étudiants avancés et les jeunes fonctionnaires gouvernementaux chargés dans leur pays des questions de droit international,

Constatant que le cycle d'études a été bien organisé et a fonctionné à la satisfaction générale,

1. *Prend acte* des rapports de la Commission du droit international sur les travaux de ses seizième et dix-septième sessions;

2. *Exprime sa reconnaissance* à la Commission du droit international pour l'œuvre qu'elle a accomplie;

3. *Recommande* à la Commission du droit international:

a) De poursuivre ses travaux de codification et de développement progressif du droit des traités et des missions spéciales, en tenant compte des vues exprimées lors de la vingtième session de l'Assemblée générale et des observations qui pourraient être communiquées par les gouvernements, afin de proposer des projets définitifs sur ces questions dans son rapport sur les travaux de sa dix-huitième session, qui se tiendra en 1966;

b) De poursuivre, dans la mesure du possible, ses travaux sur la responsabilité des Etats, la succession d'Etats et de gouvernements et les relations entre les Etats et les organisations intergouvernementales, en tenant compte des vues et observations mentionnées

dans la résolution 1902 (XVIII) de l'Assemblée générale;

4. *Exprime le vœu* que, lors de futures sessions de la Commission du droit international, d'autres cycles d'études soient organisés qui devront assurer la participation d'un nombre raisonnable de ressortissants des pays en voie de développement;

5. *Prie* le Secrétaire général:

a) De communiquer à la Commission du droit international les comptes rendus des débats de la vingtième session de l'Assemblée générale sur les rapports de la Commission;

b) De remettre aux gouvernements, un mois au moins avant l'ouverture de la vingt et unième session de l'Assemblée générale, les projets définitifs que la Commission du droit international aura établis, notamment celui qui concerne le droit des traités.

*1391^e séance plénière,
8 décembre 1965.*

2046 (XX). Amendements à apporter au règlement intérieur de l'Assemblée générale par suite de l'entrée en vigueur des amendements aux Articles 23, 27 et 61 de la Charte des Nations Unies

A

L'Assemblée générale,

Notant que les amendements à l'Article 27 de la Charte des Nations Unies, qu'elle a adoptés par sa résolution 1991 A (XVIII) du 17 décembre 1963, sont entrés en vigueur le 31 août 1965,

Considérant que, conformément à l'article 140 de son règlement intérieur, le mandat des membres non permanents du Conseil de sécurité élus durant la vingtième session, y compris tous les membres additionnels, commencera le 1^{er} janvier 1966,

Décide, avec effet au 1^{er} janvier 1966, d'amender l'alinéa b de l'article 8 de son règlement intérieur en y remplaçant le mot "sept" par le mot "neuf".

*1391^e séance plénière,
8 décembre 1965.*

B

L'Assemblée générale,

Notant que les amendements à l'Article 23 de la Charte des Nations Unies, qu'elle a adoptés par sa résolution 1991 A (XVIII) du 17 décembre 1963, sont entrés en vigueur le 31 août 1965,

Considérant que, lors de l'élection de membres non permanents du Conseil de sécurité durant la vingtième session de l'Assemblée générale, il convient de donner effet à l'augmentation du nombre des membres du Conseil et aux dispositions transitoires relatives aux mandats qui figurent à l'Article 23 de la Charte, tel qu'il a été amendé, et que l'article 143 de son règlement intérieur, tel qu'il est amendé par la présente résolution, sera appliqué pour la première fois lors de l'élection qui aura lieu à la vingt et unième session,

Décide, avec effet au 1^{er} janvier 1966, de modifier l'article 143 de son règlement intérieur en y remplaçant le mot "trois" par le mot "cinq".

*1391^e séance plénière,
8 décembre 1965.*

² *Ibid.*, dix-neuvième session, Supplément no 9 (A/5809); *ibid.*, vingtième session, Supplément no 9 (A/6009).